

mon avis, il est bon d'encourager l'immigration. Je veux juste signaler que si nous acceptons au Canada beaucoup d'étrangers qui viennent occuper les emplois qui se créent dans notre pays, c'est que nous n'avons pas la main-d'œuvre spécialisée. Nous faisons de notre mieux. Nous avons accru notre budget. L'an dernier, nous avons fait suivre des cours à 320,000 Canadiens adultes. Le budget pour la formation de la main-d'œuvre canadienne a augmenté très considérablement. Ce budget est l'un de ceux qui ont augmenté le plus vite au sein du gouvernement, au cours d'une période de trois ans.

L'honorable représentante a parlé d'objectifs de l'emploi. J'ignore au juste ce qu'elle veut dire et il faudrait en discuter davantage. Mais nous insistons pour que les personnes qui s'adressent au centre de la main-d'œuvre pour en obtenir une formation et des allocations coûteuses aient des objectifs qui se rattachent au marché du travail. Nous voulons les aider à trouver des emplois et à augmenter leurs revenus. A moins qu'ils n'aient une chance de le faire, nous ne les aidons pas car notre objectif est économique. Nous ne nous situons pas dans le domaine de l'éducation générale. Nous devons à tout prix éviter d'accepter des gens qui veulent se cultiver ou apprendre la musique. En soi, cela est fort bien, mais notre programme est économique et il doit y avoir un rapport entre le marché de la main-d'œuvre, les perspectives de revenu et la formation que nous assurons. L'honorable représentante m'accordera sûrement que c'est là un programme très sage.

Formons-nous les gens qu'il faut? Le député qui a ouvert le débat a souligné que nous ne le faisons pas. Quel est le critère de cette formation? Nous devons former des gens en prévision de postes disponibles sur le marché du travail. Nous faisons l'impossible pour évaluer la disponibilité des emplois et y faire correspondre la formation. C'est là une chose essentielle. Fondamentalement, nous formons des gens qui sont sous-employés ou en chômage et dont les perspectives de revenus accrus seront améliorées. Je tiens aussi à souligner que tout en étant fondamentalement économique notre programme s'est aussi fixé d'importants objectifs sociaux ou de lutte contre la pauvreté.

Au Canada, nous luttons contre la pauvreté et à mon avis une des armes les plus efficaces dans cette lutte c'est un programme de main-d'œuvre efficace qui réduise la dépendance des individus et leur permette de soutenir avec succès la concurrence sur le marché du travail. Ainsi, c'est une autre arme contre la pauvreté. Quel genre de gens formons-nous? Je sais qu'en 1968, nous avons dépensé environ 100 millions de dollars à former des gens qui étaient pauvres ou en dessous du seuil de

pauvreté. Il s'agit donc ici d'un élément très important du problème.

D'ailleurs, monsieur l'Orateur, je tiens à souligner que nos services de formation sont concentrés dans les régions où le chômage atteint son niveau le plus élevé. En 1969-1970, par exemple, nous avons dépensé \$55 par tête d'ouvrier dans les provinces atlantiques, \$37 dans le Québec, \$24 dans l'Ontario, \$24 dans les Prairies et \$20 en Colombie-Britannique. Nos services de formation suivent la courbe géographique du chômage et cela fait partie d'une politique délibérée. Si l'on examine la répartition de nos ressources, on verra que nous avons également atteint cet objectif.

Outre la distribution régionale de fonds, nous nous efforçons de dépenser l'argent pendant la période saisonnière où le chômage est à son maximum. Nous savons que l'économie canadienne est sujette à des congédiements saisonniers, quelle que soit la vigueur de l'économie. C'est là un problème considérable mais nous profitons de cette période pour encourager le recyclage. Les députés s'inquiètent de l'extension du chômage dans le pays, aujourd'hui. Ils s'inquiéteraient encore davantage si nous n'avions pas les nombreux centres de formation dont nous disposons à présent; le nombre de travailleurs qui en profitent est quatre ou cinq fois plus élevé en janvier, février et mars qu'il ne le serait pendant les autres mois de l'année et nous pensons que c'est de bonne politique.

J'assure à nouveau le député que nous recyclons principalement les gens sans emploi; il me semble qu'il n'y a pas de meilleure base pour effectuer un choix, si tant est que celui-ci soit possible. Environ 55 p. 100 de nos recyclés sont sans travail au départ. Un des critères les plus importants à cet égard est certainement la situation de l'emploi.

D'aucuns prétendent que nous n'atteignons pas vraiment les personnes désavantagées. Nous nous efforçons constamment d'atteindre ceux qui sont à la frontière du marché du travail. Je n'irais pas jusqu'à prétendre que nous disposons actuellement des services spécialisés nécessaires pour entrer en rapport avec ce groupe de gens désavantagés et pour les aider dans la mesure voulue. Nous songeons à de nouveaux programmes spécialisés, que nous mettrons en branle quand nous disposerons des ressources nécessaires. Mais d'ici là, nous apportons un secours appréciable aux personnes désavantagées, aux pauvres. Je le répète, une centaine de millions de dollars ont été dépensés en 1968-1969 pour la formation des pauvres, et les gens dont le niveau de vie est inférieur au seuil de la pauvreté sont plus nombreux que les autres, toute proportion gardée, parmi nos stagiaires.

On a demandé si nous formions les pauvres gens? Je réponds que oui et que nous formons